

POUR DÉFENDRE MES DROITS



VOTEZ ET FAITES VOTER, pour les listes

FO DGFIP locales et nationales.

VOTEZ ET FAITES VOTER

pour le syndicat qui reste un syndicat !

Parce que les militants FO n'ont pas d'autres intérêts que ceux des agents...



Mutations

Avant la fusion DGI/DGCP, **FO était le 1er syndicat au Trésor Public.**

Afin de satisfaire le plus grand nombre, il existait plusieurs mouvements de mutations. Trois mouvements nationaux et départementaux existaient en janvier, avril et septembre. Il existait en plus un mouvement sur poste spécifique.

Aujourd'hui, il n'en reste plus qu'un !

FO DGFIP revendique au minimum 2 mouvements par an. Cela signifie deux fois plus de chances de possibilités de mutations pour les agents et des vacances d'emplois moins longues pour améliorer les conditions de travail.

En votant FO, vous exigerez cette revendication et augmenterez notre capacité être plus entendu pour mieux vous défendre.

Cela suffit, augmentez nos traitements !

Pendant des années, la spéculation immobilière en ville a contraint de plus en plus de salariés à s'éloigner de leurs lieux de travail pour pouvoir être propriétaires ou bénéficier de loyers abordables... et aujourd'hui la hausse des carburants les contraint à dépenser plus pour pouvoir simplement aller travailler.

Gazole : +21 % Essence : +15 % Gaz : +20 % Fioul domestique : +26 %
Alimentation : +2,8 % Loyers : +1,6 % etc ...

Pendant que le gouvernement fait les poches des retraités et des salariés pour remplir les caisses de l'État, il verse des dizaines de milliards au patronat et aux marchés financiers.

CICE : 40 milliards

charge de la dette : 41 milliards

Ces deux sommes représentent à elles seules le montant du déficit budgétaire de l'État prévu pour 2018.

Pour réduire les déficits dont il est responsable, lui et ses prédécesseurs, Macron et son gouvernement justifient la réforme des retraites par points, la réduction de 150 000 emplois publics, le blocage du point d'indice, CAP 2022 etc...

C'est tout simplement honteux !

Une vraie politique d'agression contre les salariés, les retraités, les chômeurs et la jeunesse !

Je vote



Je vote



Mise à mort des services publics

Le Figaro 28/10/2018

Gérald Darmanin a par ailleurs exposé sa méthode pour atteindre l'objectif fixé par Emmanuel Macron de 50.000 suppressions de postes dans la fonction publique d'État à l'horizon 2022: pour *"économiser des postes"*, il faut selon lui *"supprimer des missions"*, afin de *"ne pas renforcer le travail de ceux qui restent"*.

"On arrêtera de payer en argent liquide aux impôts", a détaillé par exemple Gérald Darmanin en expliquant que cette mission pourrait être déléguée à des *"partenaires privés comme La Poste ou les buralistes"*.

La fonction publique va évoluer vers une *"généralisation du contrat"* (...) *"Il y aura la possibilité de passer par le statut et la possibilité de passer par le contrat"* (...). Les agents publics pourront désormais *"venir pour 5, 10 ou 15 ans dans la fonction publique"*.

Les services publics du XXI^e siècle :

Du tout Internet ...

Pour supprimer l'accueil au guichet, Édouard Philippe le 29/10/2018 déclare "Notre ambition est que 100 % des services publics soient en ligne à l'horizon 2022".

... au camping-car comme le boucher, le charcutier ou le boulanger !

Dans le Lot, se déroule une expérimentation lancée par E. Philippe. *"des conseillers polyvalents"* se déplacent d'un bourg à l'autre en camionnette. *"Une maison de services publics itinérante en quelque sorte à l'heure où les administrations disparaissent dans les villages de ce département rural"* selon France 3.

Ce dispositif *"sera déployé dans d'autres territoires"* a annoncé le Premier ministre.

Il reste à espérer que l'agent soit un agent « très très polyvalent » et « très très compétent » en matière d'impôts, de SPL, URSSAF, CAF, Pôle emploi, etc... Et que les citoyens prêtent bien l'oreille au coup de klaxon !

Je vote



Combattre CAP 2022

- Refuser la remise en cause des statuts « général » et « particuliers » d'agents de la DGFIP,
- Revaloriser la valeur du point d'indice et compenser les pertes de pouvoir d'achat depuis 2000,
- Abandonner purement et simplement le RIFSEEP et toute forme de rémunération au mérite,
- Exiger l'intégration des primes et indemnités dans le traitement soumis à retenues pour pensions.
- Maintenir le code des pensions et de tous les régimes de retraites,

NON à la retraite par points,
la retraite sans fin qui baissera les pensions !

Je vote



Le GIPA arrive...ou s'en va !

Déjà que le **PPCR, autofinancé par les agents**, rallonge d'au moins deux ans les carrières par la suppression des réductions de temps de service, maintenant arrive les effets sur la garantie du pouvoir d'achat (GIPA).

Les quelques points d'indice donnés en contrepartie d'un transfert de primes engendrent la suppression de la GIPA pour beaucoup d'agents !

Quelques chiffres valent mieux qu'un grand discours !

Avant PPCR, un agent AAP1 indice 462 percevait en GIPA **124,90 euros**

Après PPCR, l'agent AAP1 indice 466 **ne recevra plus rien !**

Pour accéder au simulateur GIPA, se connecter sur le site du syndicat national FO DGFIP.

Pour rappel, cette indemnité instaurée en 2008, est destinée à couvrir l'écart entre l'évolution du traitement indiciaire de l'agent et celle de l'inflation.

Merci aux signataires de PPCR :
CFDT, UNSA, FSU, CGC, CFTC, FA-FP,
une belle avancée sociale !

Du 29 novembre au 6 décembre

Votez et faites voter pour le syndicat

qui n'a rien à cacher et qui affiche clairement ses revendications !